



ESSEC
BUSINESS SCHOOL



Avec le concours de



Regard croisé sur l'insertion et l'avenir professionnels des lycéens et des étudiants

Principaux enseignements

N° 19269

Vos contacts Ifop :

Frédéric Dabi

frederic.dabi@ifop.com

Beltrande Bakoula

beltrande.bakoula@ifop.com

Laure Bonneval

laure.bonneval@ifop.com

Octobre 2011



- ➔ **Réussir sa vie : entre vie professionnelle et personnelle, les étudiants insistent sur leur vie familiale tandis que les lycéens privilégient leur carrière avec le sentiment largement partagé que l'argent contribue au bonheur.**

Interrogés sur la manière dont ils conçoivent la réussite sociale, les étudiants et les lycéens expriment des opinions sensiblement différentes : **si l'ensemble des lycéens interrogés mettent clairement en avant la carrière professionnelle (52% et 56% pour ceux inscrits en ZUS) avant la famille (respectivement 34% et 35%), on constate une inversion des priorités parmi les étudiants, la famille passant avant la carrière (respectivement 47% contre 39%) sans doute en raison d'un effet d'âge.** Notons toutefois un attachement spécifique des étudiants bénéficiaires de tutorat à la réussite de leur carrière qu'ils placent au même niveau de priorité que fonder une famille (52% pour chaque dimension).

Constituant une autre différence notable entre les deux populations de jeunes investiguées, l'ensemble des lycéens accorde aussi plus d'importance au fait d'avoir de l'argent, qui est considéré comme un élément de réussite par 27% des lycéens de la population générale et un tiers (35%) de ceux en ZUS, alors que pour les étudiants anciens bénéficiaires ou non la richesse apparaît comme un élément d'appréciation secondaire de la réussite (respectivement 12% et 15%). Par ailleurs, les lycéens mettent davantage en exergue l'amitié que les étudiants (41% pour les lycéens de la population générale et 29% de ceux en ZUS, contre 20% pour les étudiants et 16% des étudiants bénéficiaires).



Des lycéens satisfaits de leur situation scolaire et confiants pour l'avenir

- ➔ **Des lycéens qui se définissent avant tout comme Français, même si l'appartenance à son quartier s'impose comme un marqueur identitaire significatif parmi les lycéens scolarisés en ZUS.**

Invités à se caractériser, les lycéens de la population générale (37%) comme ceux scolarisés en ZUS (46%) se définissent avant tout comme Français et ensuite, dans un contexte de mondialisation, comme des citoyens du monde (respectivement un tiers et 20%). Les lycéens inscrits en ZUS ont davantage tendance que les autres à se définir par le biais de leur quartier d'habitation (19% contre 10%). Ce sentiment d'appartenance au quartier est particulièrement enraciné parmi ceux dont les parents sont issus des catégories populaires que ce soit dans les établissements en ZUS (27%) comme en dehors (18%), le critère social apparaissant dès lors tout aussi déterminant que la variable territoriale.

- ➔ **Une satisfaction forte à l'égard de leur situation actuelle.**

L'ensemble des lycéens s'estime très largement satisfaits quant à leur situation scolaire actuelle (85% et 84%). Dans le détail, on observe néanmoins un clivage entre les lycéens en filière générale et ceux en filière technologique, ces derniers se déclarant plus insatisfaits que les premiers qu'ils soient scolarisés en ZUS (20% contre 13%) ou non (21% contre 13%).

- ➔ **Des lycéens très confiants dans la perspective du baccalauréat.**

La perspective du baccalauréat apparaît comme une échéance qui ne suscite guère d'inquiétude pour la grande majorité des lycéens avec toutefois une nuance entre nos cibles : deux tiers des lycéens se déclarent confiants contre plus de trois quarts de ceux scolarisés en ZUS.

Dans le détail, parmi les lycéens de la population générale, les garçons font preuve de davantage de confiance en eux quant à la réussite au baccalauréat que les filles (75% contre 58%). Entre les lycéens inscrits en ZUS et ceux des autres établissements peu de différences significatives se font jour. Seul élément différenciant, les lycéens en filières technologiques de la population générale sont largement plus pessimistes que ceux des filières générales (45% contre 23% de « pas confiant ») alors qu'on n'observe pas un tel écart entre les deux types de filières dans les lycées en ZUS. On peut alors émettre l'hypothèse que ces différences s'expliquent par le fait que dans les lycées généraux « classiques » les filières technologiques souffrent davantage d'une mauvaise image, considérées comme des filières de « relégation » que dans les établissements en ZUS.



Des lycéens satisfaits de leur situation scolaire et confiants pour l'avenir (suite)

➔ Des lycéens qui se sentent largement soutenus par leur entourage.

La capacité des lycéens interrogés à se montrer satisfaits de leur situation scolaire actuelle et confiants pour l'avenir, est sans doute à relier au fait qu'ils se sentent bien épaulés dans leurs études : plus de 8 lycéens sur 10 quel que soit l'établissement dans lequel ils sont scolarisés se sentent bien aidés et soutenus par leur entourage, dont plus d'un tiers « très bien » (36%). Dans le détail, de manière transversale, ceux qui se sentent les moins soutenus sont les lycéens les plus âgés (31% des 18 ans et plus dans les établissements en ZUS et 27% en dehors) et ceux ayant une famille nombreuse (20% et 23%). Parmi les lycéens inscrits dans un établissement situé en zone sensible, ce sont ceux dont les parents sont ouvriers (26%) ou inactifs (28%) qui se disent les moins bien soutenus.

Cette aide et ce soutien sont essentiellement apportés par l'entourage familial proche, les parents en premier lieu pour les deux tiers des jeunes interrogés ainsi que les frères et sœurs qui occupent une place significative, surtout en ZUS (44% des citations). L'entourage amical s'avère également assez présent cité en deuxième position par les lycéens (47%).

➔ Effectuer des études supérieures : une évidence pour tous les lycéens même si on observe une tendance des lycéens de la population générale à privilégier des études longues tandis que ceux en ZUS penchent davantage vers des cursus courts.

Plus de 90% des lycéens de la population générale comme ceux en ZUS envisagent d'effectuer des études supérieures et ce de manière certaine pour les trois quarts d'entre eux.

Si dans les lycées publics comme ceux situés en ZUS les lycéens interrogés placent en tête de leurs vœux les cursus qui semblent les plus prometteurs en termes de débouchés professionnels, dans le détail, on observe que le critère social crée toutefois des clivages : les lycéens de la population générale privilégient en premier lieu les filières sélectives de type grande école (33%) devant les cursus professionnalisant courts (24%). Mais à l'inverse les lycéens en ZUS envisagent d'abord de s'orienter vers des formations courtes de type BTS en tête (36%).

Il convient également de relever que pour les deux publics lycéens le cursus universitaire non sélectif long n'arrive qu'en troisième position bien que plus de 8 lycéens sur 10 interrogés considèrent que leur établissement les prépare bien aux études supérieures longues.

➔ Le sentiment de ne pas être à la hauteur comme principal frein à l'accès aux études supérieures longues :

Le manque de confiance en soi constitue le principal frein à l'accès aux études supérieures longues pour un tiers des lycéens en ZUS et un quart pour les autres. Ce sentiment de ne pas être à la hauteur semble d'autant plus prégnant que tous les lycéens classent en troisième position la longueur et la difficulté supposées du cursus (20% et 23%) juste derrière le manque de moyens financiers, frein non négligeable notamment pour les jeunes issues des catégories populaires en ZUS (26%).

➔ Pour aider les lycéens à accéder aux études supérieures longues, une réponse financière s'impose en premier lieu.

Invités à envisager les mesures susceptibles d'aider les lycéens à accéder aux études supérieures longues, les réponses des lycéens se révèlent très éclatées, aucun item ne dépasse la barre des 50%,

Bien que la dimension financière ne soit pas spontanément considérée comme un frein majeur, pour un tiers des lycéens qu'ils soient scolarisés en ZUS ou non, c'est d'abord une réponse financière qu'il faut apporter en proposant davantage de bourses. L'information apparaît comme le deuxième élément à favoriser pour un quart des interviewés.

➔ Un sentiment partagé de satisfaction à l'égard de son cursus depuis l'obtention du baccalauréat.

83% des étudiants s'estiment satisfaits de leur cursus depuis l'obtention du baccalauréat, ce score s'élevant même à 90% parmi les anciens bénéficiaires de tutorat. Dans le détail, le taux de satisfaction est très élevé chez les étudiants en école d'ingénieur ou de commerce qu'ils aient été bénéficiaires (95%) ou non (90%). En revanche, l'insatisfaction est plus marquée :

- Pour la population générale étudiante chez les étudiants ayant un niveau de diplôme inférieur à Bac + 3 (26% d'insatisfaits) ;
- Pour les étudiants bénéficiaires parmi ceux issus des catégories populaires (17%).

➔ Les perspectives professionnelles et l'intérêt de la formation comme principaux critères de choix dans l'orientation post bac.

Interrogés sur les raisons qui ont le plus compté dans le choix de leur orientation post-bac, les étudiants mettent en exergue les mêmes éléments de motivation : **en premier lieu, les débouchés professionnels pour près de 4 étudiants sur 10** (plus précisément 38% pour les étudiants et 39% pour les bénéficiaires), en deuxième position l'intérêt intellectuel de la formation (36 et 35%) et enfin dans ce trio de tête l'existence d'un lien avec le métier qu'ils souhaitent exercer (31% et 28%).

Notons que les étudiants bénéficiaires mettent un peu plus en avant que les autres la diversité des métiers offerts à l'issue de la formation et le prestige de la formation dans leur réponse (12% contre 9%).

Dans le détail, chez les étudiants, un clivage s'observe entre les sciences sociales et les cursus relevant des « sciences dures » : en effet c'est l'intérêt intellectuel de la formation qui a motivé en premier lieu les étudiants en sciences humaines et sociales ou lettres et langues (34%). En revanche ceux en école d'ingénieur, de commerce, en sciences ou en médecine ont davantage été motivés par la perspective des débouchés professionnels de ces formations (36% et 28%).

Des étudiants satisfaits de leur cursus (suite)

- ➔ **Près des deux tiers des étudiants n'envisagent pas de passer un concours permettant d'entrer dans une grande école, cependant les étudiants bénéficiaires se montrent plus motivés que les autres par cette éventualité et sont d'ores et déjà nombreux à avoir intégré une grande école.**

Seul un cinquième des étudiants envisage de passer un concours permettant d'entrer dans une grande école. En revanche on observe que les anciens bénéficiaires de programmes de tutorat au lycée semblent davantage tentés par cette éventualité (34%) - mais aussi sont-ils certainement davantage informés et préparés en raison même d'avoir suivi ce type de programmes.

Dans le détail, ce sont surtout les étudiants en droit, sciences politiques, sciences économiques, AES, qui se déclarent les plus motivés à passer les concours chez les étudiants (31%) comme chez les bénéficiaires (47%). Les moins enclins quant à eux, sont davantage représentés parmi les étudiants à l'université (75% de « non »), les femmes (70%) et les filières technologiques (57%) s'agissant des étudiants bénéficiaires.

- ➔ **Au cœur du refus de passer un concours d'une grande école figure l'absence de lien avec son projet professionnel.**

Le principal frein mis en avant aussi bien par les étudiants de la population générale que par les étudiants bénéficiaires pour expliquer cette faible appétence pour les concours des grandes écoles, est l'absence de lien avec son projet professionnel (47% et 59%). Les étudiants mettent ensuite en exergue cependant de façon moindre le coût de ces écoles (28%). Si la cherté de ce type de formation n'est citée que par 18% des étudiants bénéficiaires qui placent comme deuxième frein l'incompatibilité avec leurs études actuelles (24%), cette problématique se révèle importante pour les étudiants âgés de 22 ans et plus (38%) et les catégories populaires (30%).

Un avenir envisagé de manière plutôt positive avec néanmoins des craintes prégnantes chez les plus jeunes.

➔ L'optimisme prédomine quant à la possibilité de trouver un emploi à l'issue de ses études.

Une majorité de jeunes rencontrés estiment trouver (cette anticipation masque des réalités différentes selon nos cibles) un emploi facilement à l'issue de leurs études. Dans le détail l'optimisme semble augmenter avec l'âge et avec l'affirmation de son parcours scolaire : en effet, **les étudiants font part d'un optimisme soutenu (65%, les étudiants bénéficiaires comptant parmi les plus confiants à 83%)** tandis que **l'optimisme est plus prudent chez les lycéens interrogés quel que soit leur établissement (58%).** De manière transversale notons que l'optimisme est davantage de rigueur dans les filières les plus professionnalisantes (88% des étudiants en écoles d'ingénieurs, 69% des lycéens en filière technologique) que dans les filières littéraires (55% des étudiants en sciences humaines et sociales, lettres et langues pensent trouver un travail difficilement ainsi que 61% des lycéens en L).

➔ Un espoir d'ascension sociale prudent pour les lycéens et les étudiants de la population générale, tandis qu'il apparaît plus soutenu chez les lycéens en ZUS et massif chez les étudiants bénéficiaires.

Tandis que les lycéens en ZUS (61%) et les étudiants bénéficiaires (85%) pensent majoritairement bénéficier dans le futur de « l'ascenseur social », les lycéens et les étudiants de la population générale apparaissent moins enthousiastes : en effet moins d'un lycéen sur deux (48%) pense avoir une situation meilleure que celle de ses parents et un tiers estime qu'elle sera identique ; chez les étudiants seulement une courte majorité (55%) pense profiter de « l'ascenseur social » et un quart conserver la même situation professionnelle que leurs parents.

De manière transversale, les catégories sociales les plus aisées s'avèrent sans surprise celles qui craignent le plus le déclassement : en effet, les jeunes de ces catégories ont plus tendance que les autres à penser qu'ils auront une situation identique à celle de leurs parents voire dégradée, alors que chez les jeunes des catégories populaires l'espoir d'ascension sociale reste fort : respectivement 77% des étudiants, 56% des lycéens, 97% des étudiants bénéficiaires et 78% des élèves d'établissement en ZUS des classes sociales les moins aisées estiment avoir dans le futur une meilleure situation que leurs parents.

Un avenir envisagé de manière plutôt positive avec néanmoins des craintes prégénantes chez les plus jeunes.

➔ Le choix de carrière professionnelle souhaitée : le salariat pour les étudiants, l'entrepreneuriat pour les lycéens.

Invités à se prononcer sur leur souhait de carrière professionnelle à l'issue de leurs études les lycéens et les étudiants expriment des choix différents. En effet, plus d'un tiers des étudiants (40% pour les anciens bénéficiaires de tutorat et 36% des autres) penchent pour le salariat dans une grande entreprise privée. A l'inverse, les lycéens qu'ils soient dans un lycée en ZUS (36%) et a fortiori dans un autre établissement (42%) préféreraient quant à eux se mettre à leur compte ou devenir chef d'entreprise. Le statut de fonctionnaire n'attire qu'un quart de l'ensemble des étudiants et des lycéens en ZUS et seulement un cinquième des lycéens de la population générale.

➔ Une vie professionnelle imaginée en France mais une attractivité forte de l'étranger.

Une majorité de lycéens (59% en moyenne) et d'étudiants (65% en moyenne) souhaite travailler en France à l'issue de leurs études. Pour autant dans un monde très globalisé où les échanges professionnels sont permanents, une part non négligeable de lycéens de la population générale (42%), de ceux en ZUS (32%) envisageraient de travailler à l'étranger. De même, cette envie de travailler en dehors de la France est partagée par presque un tiers (31%) des étudiants et 40% des étudiants bénéficiaires de tutorat.

Pour ces étudiants désirant mener une carrière professionnelle hors de l'Hexagone, la première destination envisagée est les Etats-Unis pour plus d'un tiers d'entre eux. Les destinations souhaitées par les étudiants bénéficiaires ne se limitent pas seulement à l'Europe et aux Etats-Unis puisque un quart (26%) pense à travailler en Asie et 17% en Afrique et / ou au Moyen-Orient.